Les Palestiniens : toujours debout sur le chemin du retour.

Journée de la terre en Palestine (mars 2019)

Comité Action Palestine

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la " Journée de la Terre " commémore cet assassinat, partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu'en 1948, l'Etat juif avait expulsé près d'un million de Palestiniens et détruit plus de 400 villages. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le " Grand Israël ". Dès lors, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c'est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs), s'est poursuivie sans relâche et s'intensifie, accumulant crimes de masses, assassinats de leaders politiques et emprisonnements de résistants : la

colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste. Avec l'expansion coloniale qui vole chaque jour plus de terre aux Palestiniens et la judaïsation actuelle de la vallée du Jourdain, du Naqab, d'al-Quds et des lieux saints, rien ne semble arrêter cette machine à tuer et à coloniser.

Pourtant, depuis la création de l'Etat d'Israël, le peuple palestinien a toujours résisté à cette terrible entreprise de destruction de sa société soutenue par les pays occidentaux et en particulier les Etats-Unis et la France. La résistance est aujourd'hui multiple et menace de toutes parts l'entité coloniale. La Marche pour le Retour, initiée depuis mars 2018 à l'occasion de la 70ème année de dépossession, témoigne de la vitalité actuelle de cette résistance et du génie populaire palestinien. N'ayant plus rien à perdre, les habitants de Gaza se mobilisent en masse chaque vendredi pour marcher vers la barrière qui la sépare de la Palestine occupée. Malgré la répression qui s'abat sur les manifestants (plus de 250 morts, dont 60 en un seul jour pour la commémoration de la Nakba, et près de 26000 blessés), la pression populaire sur l'entité sioniste est maintenue. De plus, la résistance armée est toujours active et efficace. En Cisjordanie les attaques contre les colons se multiplient et à Gaza, les faits d'arme de la résistance tels que la mise en déroute d'un commando terrestre ennemi en novembre 2018 et des tirs de roquettes de longue portée illustrent sa puissance grandissante. La rapidité avec laquelle l'entité sioniste a conclu un cessez le feu alors qu'une roquette avait atteint le Nord de Tel-Aviv ces derniers jours, témoigne que la peur a vraiment changé de camp. La force symbolique de cette résistance, et celui de la Marche du retour en particulier, est majeure. Le message palestinien est clair. «Le peuple palestinien n'a plus rien à perdre, il ne capitulera pas et rentrera chez lui, le Droit au retour est son droit ». De fait, la politique sioniste pour faire disparaitre le peuple palestinien depuis 70 ans a échoué.

Aux prises avec la résistance palestinienne sous toutes ces formes, l'entité sioniste doit faire face en interne à une grande instabilité politique et en externe aux menaces de l'axe Hezbollah-Syrie-Iran renforcé par la victoire en Syrie. En dépit de toutes les décisions américaines en sa faveur et son intense activité de normalisation avec les Etats arabes et africains, elle semble bien incapable de renverser le nouvel équilibre des forces dans la région. La montée en puissance de la Russie d'une part et les contradictions au sein du camp occidental- alliés arabes compris- d'autre part affaiblissent d'autant plus sa position. L'échec de la dernière visite de l'émissaire américain Pompeo pour rechercher des soutiens arabes au « Deal du siècle » que les USA souhaitent imposer aux Palestiniens, illustre bien que les Etats arabes ne sont plus aussi enclins à se plier aux ordres américains en faveur d'Israël. Les réactions inquiètes ou franchement négatives, même de l'Arabie saoudite, suite à la décision de Trump de reconnaitre la souveraineté israélienne sur le Golan occupé montrent également que la donne a bien changé. Ce contexte pourrait s'avérer favorable aux Palestiniens. L'espoir est donc permis.

Le 30 mars est une journée qui rappelle au monde que les Palestiniens sont toujours debout pour libérer leur terre. En cette période où les classes populaires françaises se dressent face à un

système capitaliste à bout de souffle et subissent l'arbitraire de la répression, les Palestiniens nous montrent le chemin de la résistance et de la détermination. Soyons sans répit à leurs côtés pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir leur lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction de ses revendications légitimes :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés, y compris Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné dans les geôles françaises depuis 1984

Photo: Gaza mars 2018
http://casbah-tribune.com

Gilets jaunes : Pacifisme ou

violence ?

Toute société impose des normes, des règles et des institutions pour les faire respecter. En ce sens toute société est violente. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est la violence politique. Sous ses formes principales (guerre, terrorisme, révolution), la violence politique est un fait permanent, c'est-à-dire structurel à la société capitaliste. L'intérêt et la violence sont intimement liés. La violence est le moyen de soumettre un individu, un groupe d'individus ou des sociétés entières à la logique des intérêts et, plus concrètement, les soumettre à la logique implacable du profit, de la conquête des territoires et des marchés économiques.

Si la violence est l'instrument de la domination, elle peut être, dans d'autres cas, celui de l'émancipation quand les opprimés s'en emparent. A la violence de l'asservissement et de l'extermination s'oppose la contre-violence libératrice. Les révolutions et les décolonisations sont les exemples de cette violence libératrice.

Le peuple palestinien nous montre le chemin pour faire face à la violence sociale et au mépris des classes dominantes. Il est le symbole de toutes les luttes émancipatrices.

Tayeb El Mestari (Le Grand Soir, 23 mars 2019)

« Factieux », « séditieux », « casseurs », « antirépublicains », « antisémites », les mots pleuvent comme des balles de LBD dans la grande bataille sémantique pour qualifier et tenter de disqualifier les gilets jaunes. A l'unisson, les médias inféodés aux puissants, les experts propagandistes " larbinisés " et une très large partie de la classe politique dépassée et désorientée dénoncent chaque jour la violence des gilets jaunes. Mais tous les samedis avec un sens de l'effort incomparable, les gilets jaunes manifestent.

Et tous les samedis les scènes de violence se répètent inlassablement.

Le caractère inédit de ce mouvement a été largement souligné, mais sa force réside à la fois dans sa durée et sa violence intrinsèque, l'une alimentant l'autre. Les cris d'orfraie d'un Macron ou d'un Castaner n'y peuvent rien. Leurs incantations et leurs menaces, parfois la larme à l'œil, face à la violence populaire, sont désormais sans effet. Le glaive du ministère de l'intérieur censé faire peur est systématiquement un coup d'épée dans l'eau. La raison en est simple : la violence est enracinée dans ce mouvement. Elle en est le principe de vie qui refuse l'assignation à des conditions sociales d'indignité et de pauvreté dans lesquelles cette société capitaliste a plongé des millions de personnes.

La violence, un mal nécessaire

Cette violence répond à une violence première : la violence économique capitaliste. A partir de la fin des années 1970, le capitalisme est entré dans une phase où le capital devait croitre au détriment du travail salarié, en sécrétant un chômage massif et une baisse des salaires. Mais ce processus ne concerne pas seulement les travailleurs et les classes moyennes paupérisés. Toutes les catégories populaires, qui doivent leur survie quotidienne aux prestations sociales, n'arrivent pas, elles aussi, à « remplir leur frigo », selon la fameuse expression des gilets jaunes.

D'un côté cette détresse sociale des classes populaires, de l'autre des richesses insolentes et ostentatoires. Lorsque le vote est dévoyé et qu'il n'a d'utilité qu'à promouvoir, à chaque élection, un nouveau personnel politique dans sa grande partie corrompu ; lorsque les manifestations ressemblent souvent à des promenades organisées par les syndicats ; lorsque le Sénat et l'Assemblée nationale donnent à voir le spectacle piteux d'une classe politique impuissante qui se dispute les places et les prébendes ; lorsque la politique

telle qu’elle s’exerce ne peut provoquer que le rejet, la violence s’invite pour la grande explication.

Les gilets jaunes n’avaient plus le choix. Face à cette violence sociale à laquelle s’ajoute la violence du mépris des classes dominantes, la bataille dans la rue reste la seule issue possible pour instaurer l’égalité. Cette lutte idéologique sur la légitimité de la violence est menée sans concession de part et d’autre pour gagner l’« opinion publique ». Elle se mène aussi dans les rangs des gilets jaunes. Pour convaincre les plus réticents d’entre eux, les gilets jaunes disent, et à juste titre, que la violence est un mal nécessaire. Il va de soi que la violence pour la violence n’existe pas, sinon dans l’esprit étroit des idéologues du pouvoir pour discréditer la lutte des classes. Les gilets jaunes ne sont pas violents par nature.

L’invention des « casseurs » et l’usage de la force

La violence économique et la violence policière sont intimement liées. Lorsque la première jette les mécontents dans la rue, la deuxième est censée les faire rentrer chez eux. Les moments de rude confrontation sont des moments de vérité pour le système tout entier et de l’institution policière en particulier. L’usage de la force contre les masses populaires agit comme un révélateur sur le système dont le réflexe premier est de préserver les intérêts de la grande bourgeoisie qui contrôle, à travers le Président Macron, tous les leviers de la domination politique. Il a suffi de quelques semaines de lutte dans la rue pour que la police soit dépouillée de son caractère républicain et apparaisse sous les traits d’une milice aux ordres de la minorité des puissants. La lutte populaire a déchiré le voile démocratique pour laisser voir au grand jour le visage froid de la dictature de la matraque et du LBD 40. La France patrie des droits de l’homme se voit sermonnée par l’ONU pour un usage disproportionné de la violence contre les plus faibles de la société ! Cette démocratie de facture bourgeoise a montré dans

quelle considération elle tient les représentants du peuple en matraquant un député girondin. Ou en donnant une quasi immunité à un Benalla, qui du haut de ses 26 ans, se joue des vieux sénateurs, interloqués par autant d'audace républicaine chez un voyou protégé en haut lieu. Tout un symbole qui donne raison aux gilets jaunes lorsqu'ils affirment que les parlementaires n'ont aucun poids politique, leur seule utilité étant de donner un vernis démocratique à un système fondé sur la spoliation des travailleurs et l'oppression de « ceux qui ne sont rien ».

Ces « Gaulois réfractaires », ces « illettrés » ont fait preuve d'une conscience politique aiguë en montrant que le système tient, en dernière instance, par le seul usage de la force. Cette démonstration est d'une limpidité cristalline. Mais un système qui ne tient que par la force est, paradoxalement, un système fragile. D'où le recours à des ruses et à des subterfuges pour discréditer les gilets jaunes et semer la division en leur sein. La distinction que tente d'opérer le pouvoir entre casseurs et gilets jaunes pacifiques ne trompent personne, sinon les experts autoproclamés et la bourgeoisie apeurée des beaux quartiers de Paris, de Bordeaux ou de Toulouse. Ce tour de passe-passe permet de justifier l'adoption de la loi anticasseurs qui sape concrètement le droit constitutionnel de manifester. Le coup de force économique permanent contre les classes populaires prend, peu à peu et au fur à mesure de l'approfondissement des contradictions de classes entre les dominants et les dominés, la forme d'un coup de force politique.

La violence populaire, une légitime défense ?

Face à la réaction populaire légitime, le pouvoir suit une logique qui lui est propre. Il déploie davantage de violence parce qu'il est pour l'instant incapable de donner une réponse politique. Incapable de satisfaire les revendications des gilets jaunes et de transformer la donne institutionnelle par

une réelle représentativité populaire. Il est coincé dans une dérive purement autoritaire que d'aucuns qualifient de dictature des riches contre les déshérités. Lorsqu'on s'approprie le bien d'autrui, il faut être prêt, si la persuasion ne fonctionne plus, à lui faire violence pour qu'il courbe l'échine.

Loin de se réduire à une minorité de « casseurs », la violence nourrit la dynamique collective des gilets jaunes. Dans les manifestations ou sur les réseaux sociaux les gilets jaunes disent pour la plupart : « Nous déplorons les violences, mais comment se faire entendre autrement ? ». Depuis les actes III et IV, les gilets jaunes ont compris que la violence paie. L'Acte XVIII du samedi 16 mars 2019 a déboussolé le pouvoir dont les représentants, Macron en tête, inspirent l'apitoiement dans leur recherche désespérée à vouloir dissuader et impressionner les gilets jaunes. Parce que l'histoire est une grande pédagogue, la pensée politique des gilets jaunes se réfère à la Révolution française pour signifier au monde que la marche vers une société meilleure est conditionnée par l'usage politique de la violence. Rien de grand n'a été réalisé sans la violence, nécessairement un passage obligatoire pour renverser le rapport de force. La symbolique de la guillotine très présente dans le mouvement ne signifie pas que les gilets jaunes sont assoiffés de sang. Elle rappelle seulement l'idée incontestable que la non-violence est une illusion et qu'elle n'a pas fait ses preuves historiquement. La défaite de la Commune en 1871 et le massacre de 30 000 communards par Adolphe Thiers, soutenu par une bourgeoisie revancharde et cruelle, enseigne que les ouvriers en armes ont commis le péché de faiblesse face à la violence sans borne des Versaillais. Plus récemment dans l'histoire des luttes, les manifestations enfermées dans le cadre étroit des revendications syndicales et du pacifisme d'obédience bourgeoise a conduit à l'impasse. Un système politiquement verrouillé et une situation économique d'une injustice criante et insupportable ouvre indubitablement une

nouvelle ère de violence. Chaque épisode de la lutte des classes dans l'histoire de la France capitaliste le prouve.

lien: https://www.legrandsoir.info/gilets-jaunes-pacifisme-ou-violence.html

Photo: Comité Action Palestine

Vers une nouvelle donne au Proche Orient

Comité Action Palestine (mars 2019)

Après 7 ans, le conflit syrien a connu en 2018 une issue qui traduit l'établissement d'un nouveau rapport de force au Proche et Moyen Orient. Face à la montée en puissance de la Russie, les Occidentaux, en raison de leurs propres contradictions, ne paraissent plus capables d'imposer leur diktat sur la région. Malgré le soutien redoublé des Américains, l'entité sioniste se retrouve alors prise en étau entre les forces armées du Hezbollah et de l'Iran et la résistance palestinienne. Cette nouvelle donne pourrait être favorable à la lutte nationale palestinienne.

Un nouveau rapport de force établi au Proche et Moyen Orient

Alors que le conflit qui oppose au Yémen les forces houtis à l'Arabie saoudite à la tête d'une coalition internationale se poursuit, la Russie intervient également sur ce terrain pour proposer, via

l’ONU, un règlement entre les belligérants, ce qui équivaudrait finalement à une défaite de l’Arabie saoudite. En 2018, le camp saoudien a continué à perdre de l’influence et le soutien américain s’est fait plus critique suite au meurtre du journaliste Jamal Kashogii en Turquie en octobre 2018 et à certaines révélations concernant des armes américaines vendues à l’Arabie saoudite, retrouvées aux mains des forces houtis. L’influence majeure de la Russie se traduit également par une volonté de contrecarrer la stratégie américaine vis-à-vis des Palestiniens. Un récent sommet organisé à Moscou a en effet rassemblé toutes les factions palestiniennes, qui, sans arriver à un accord complet, ont exprimé une position commune rejetant le « Deal du siècle ». Ce projet, proposé par les Américains pour « régler le conflit en Palestine », semble aujourd’hui au point mort.

La victoire qu’on peut considérer comme définitive de l’axe Syrie-Russie-Iran-Hezbollah en Syrie, marque durablement un nouveau rapport de force dans la région. Début 2019, la quasi-totalité du territoire syrien est repassé sous contrôle des forces gouvernementales syriennes. Outre le renforcement du rôle déterminant du Hezbollah comme force de dissuasion face à l’entité sioniste, et de l’Iran comme puissance régionale, cette victoire impose la Russie comme un intervenant incontournable dans la géopolitique de

cette région.

Prenant en compte ce nouveau rapport de force, la Turquie essaie de profiter de la situation et de renforcer ses alliances avec la Russie.
Elle instrumentalise la politique internationale pour détourner l'attention des Turcs des problèmes économiques auxquels ils doivent faire face, et affiche un positionnement plus anti-occidental qu'auparavant, illustré, notamment, par sa prise de position vis-à-vis des ingérences impérialistes au Venezuela.

L'influence occidentale affaiblie par des contradictions :

Le retrait des forces américaines de Syrie initié début 2019 laissent les forces kurdes seules face à la Turquie farouchement opposée à leur projet d'indépendance. Très actives pour combattre Daesh et l'Etat islamique, les Kurdes avaient parié sur le soutien occidental. Ils n'ont alors pas d'autre choix qu'un rapprochement avec les forces syriennes gouvernementales, ce qui éloigne la perspective d'un éclatement territorial de la Syrie, souhaité par les Occidentaux.

Alors que la victoire en Syrie et la défaite de l'Arabie saoudite au Yémen renforce le leadership régional de l'Iran, les USA redirigent leur pression vers la République islamique avec leur retrait de l'accord sur le nucléaire et la réactivation du blocus économique au cours de 2018. Un conflit ouvert avec l'Iran paraissant peu probable, l'objectif

principal est
d’affaiblir économiquement le pays en espérant une déstabilisation politique et
des mouvements de révolte en interne pouvant conduire à un renversement du
régime. Pour l’instant, l’Iran n’a pas répondu aux attaques militaires
israéliennes contre ses forces positionnées en Syrie et elle met en place des
dispositifs monétaires pour contourner l’embargo en nouant des alliances
commerciales avec la Russie et la Chine. Par ailleurs les contradictions entre
pays capitalistes depuis l’élection de Trump sont un élément supplémentaire à
prendre en compte. En effet lors d’un récent sommet à Varsovie, les USA ont
tenté de constituer un front anti-iranien uni rassemblant plus de 60 pays. Or
les Européens, qui veulent défendre leurs propres intérêts économiques, en recherchant
des moyens pour contourner l’embargo et échapper aux sanctions, n’ont pas
participé à ce sommet, affaiblissant de fait la stratégie américaine contre
l’Iran.

Enfin, même si la Jordanie n’est pas une puissance
régionale, les contradictions qui la traversent sont à prendre en compte. Elle
doit composer entre, d’une part, une alliance historique avec Israël et les
Américains et, d’autre part, une population composée à 60% de Palestiniens et
son rôle de garant des lieux saints musulmans d’al-Quds. Pendant la guerre en
Syrie, son territoire a servi de base occidentale, ce qui l’a

conduit à
interrompre ses échanges avec ce pays alors que c'était son principal
partenaire économique. Depuis, elle subit une grave crise économique et a connu
en juin 2018 une mobilisation sociale inédite. Afin d'éviter toute
déstabilisation défavorable aux pays du Golfe et à Israël, les Pétromonarchies
sont venues à sa rescousse financière. Les Américains voulaient lui faire jouer
un rôle majeur dans le « Deal du siècle », en lui rattachant une grande partie
de la Cisjordanie et annulant le droit au retour des réfugiés palestiniens et
la souveraineté arabe sur al-Quds. Mais la Jordanie s'y est jusqu'alors clairement
opposée.

**L'entité sioniste
fragilisée malgré le soutien américain renforcé**

En dépit des décisions américaines en sa faveur, l'entité
sioniste se trouve fragilisée par ce nouveau rapport de force. En 2018, les
Américains ont transféré le 14 mai leur ambassade à al-Quds, reconnaissant de
facto la ville comme capitale d'Israël. Poursuivant les négociations pour
conclure le « Deal du siècle », ils ont aussi cessé de financer
l'UNRWA (l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens), mettant en péril
l'aide internationale aux réfugiés et de ce fait la matérialisation de la
reconnaissance internationale du Droit au Retour. L'entité a, quant à elle, poursuivi

son activité de normalisation avec les Etats arabes (sous la houlette de
l'Arabie saoudite) et avec les Etats africains auprès desquels elle cherche un
soutien à l'ONU. Mais la victoire en Syrie de l'axe Syrie-Iran-Russie-Hezbollah
a renforcé la résistance armée à ses frontières et le retrait des américains de
Syrie a laissé l'entité sioniste seule face à ses ennemis. Les attaques répétées
qu'elle mène contre les forces syriennes et iraniennes basées au sud de la
Syrie ont pour l'instant uniquement conduit à un renforcement des moyens
militaires de défense syrienne par les Russes. Cette activité belligérante de
faible intensité apparait d'ailleurs plus à destination de son opinion interne
car l'entité n'apparait pas de taille, sur le plan militaire, à affronter
l'Iran. En interne, la persistance et l'efficacité de la résistance
palestinienne a conduit à une crise politique majeure suite à la démission de
Lieberman en décembre 2018, et la nécessité de convoquer des élections
législatives anticipées en avril 2019. La démission récente du commandant des
commandos de l'armée israélienne confirme cette instabilité politique au sein
de l'entité sioniste. Illustrant bien cette situation, Benny Gantz, ex chef
d'Etat-major de l'armée israélienne, a récemment déclaré qu' « Israël
devrait se retirer à moyen terme de la Cisjordanie car il n'arriverait pas à
gérer la prochaine guerre ».

La Marche pour le retour : un degré supérieur pour la résistance populaire

Alors que les forces politiques palestiniennes peinent toujours à exprimer de manière unifiée leur rejet du deal du siècle, que l'Autorité palestinienne maintient sa collaboration sécuritaire avec l'entité sioniste, et que Abbas tente toujours de prendre le pouvoir à Gaza en coupant les vivres au Hamas, la résistance populaire palestinienne se renforce. En Cisjordanie elle ne faiblit pas et a pris, en 2018, une nouvelle forme à Gaza.

La Marche pour le retour est une nouvelle expression du génie populaire palestinien. Complètement asphyxiée par un blocus depuis plus de 10 ans, la population de Gaza n'a rien à perdre. Ainsi depuis fin mars, elle se mobilise chaque vendredi pour marcher vers la barrière qui la sépare de la Palestine occupée. Malgré la répression qui s'abat sur les manifestants (plus de 250 morts, dont 60 en un seul jour pour la commémoration de la Nakba, et près de 26000 blessés), la pression populaire sur l'entité sioniste est maintenue. De plus, et même si elle se fait discrète, la résistance armée est toujours active et efficace (en témoigne l'opération de novembre où elle a réussi à repousser par surprise un commando terrestre ennemi), et le mouvement populaire est soutenue par les principales factions palestiniennes. Bien que le rapport de

force puisse paraitre particulièrement disproportionné, la force symbolique de
cette résistance, et celui de la Marche du retour en particulier, est majeure. Le
message palestinien est clair. «Le peuple palestinien n’a plus rien à perdre,
il ne capitulera pas et rentrera chez lui, le Droit au retour est son droit ».
De fait, la politique sioniste pour faire disparaitre le peuple palestinien
depuis 70 ans a échoué. La résistance est aujourd’hui multiple et menace de
toutes parts l’entité coloniale.

**Ainsi si la Palestine n’apparait pas actuellement comme
la pièce majeure des équilibres régionaux, le contexte pourrait lui être très
favorable. Sous la menace des forces de l’axe de résistance (Hezbollah, Iran et
Syrie) au Nord et de la résistance populaire palestinienne en interne, l’entité
sioniste apparait dans une situation plus fragile qu’elle ne l’a jamais été
depuis sa création. De plus, les contradictions au sein de l’axe occidental
affaiblissent sa position hégémonique et les intérêts russes dans la région bénéficient
pour l’instant aux forces anti-impérialistes et anti-sionistes. L’espoir est donc
permis pour les Palestiniens.**

Gilets jaunes et antisionisme : les médias, des idiots utiles à la cause palestinienne !

Comité Action Palestine (28 février 2019)

La médiatisation à outrance de la scène, où le raciste Alain Finkielkraut est qualifié de « sale sioniste » par un manifestant le 26 janvier à Paris, a permis d'ouvrir un débat auquel les gilets jaunes ne s'attendaient pas. Beaucoup d'entre eux ne connaissaient pas ou n'avaient qu'une vague idée du sionisme, certains ignoraient jusqu'à l'existence de Finkielkraut. D'autres enfin étaient plus au fait du soutien inconditionnel qu'il apporte à la politique israélienne et de ses multiples propos très ouvertement racistes. Et contrairement à ce que les médias et la classe politique souhaitaient, cet événement n'a pas conduit à un acte de contrition général des gilets jaunes, mais bien à une sensibilisation accélérée à l'antisionisme.

Le sionisme est un mouvement colonial, donc raciste par nature, qui a pour objectif de fonder un Etat juif ethniquement pur en Palestine en chassant le peuple arabe autochtone au profit de colons originaires d'Europe. Le processus colonial a démarré au début du XXème siècle, donc bien avant la seconde guerre mondiale. Il a conduit à la création de l'Etat d'Israël en 1948, date à laquelle une épuration ethnique massive a été perpétrée. En plus des nombreux massacres, 800 000 Palestiniens (environ 80% de la population totale) ont alors été chassés de leurs terres. Ces Palestiniens et leurs descendants sont encore réfugiés, notamment dans les pays arabes voisins, et se voient privés depuis 70 ans de leur droit au retour chez eux. L'oppression

coloniale se poursuit encore aujourd'hui, avec toute la violence qui la caractérise. Les Palestiniens résistent par tous les moyens possibles pour rester sur leurs terres, exercer leur droit à l'autodétermination et permettre le retour des réfugiés chez eux. Etre sioniste c'est soutenir cette politique coloniale. Etre antisioniste, c'est dénoncer ce colonialisme et soutenir la résistance du peuple palestinien.

Alors que la Palestine et la résistance permanente de son peuple ne font plus la une des médias français, ces derniers ont appliqué aux gilets jaunes les méthodes éprouvées depuis longtemps vis-à- vis des antisionistes : désinformation massive et accusations d'antisémitisme. Mais le gilet jaune, avec cette intelligence politique qui le caractérise depuis le début du mouvement, s'est avéré imperméable à cette propagande. Bien mieux, les médias ont finalement contribué à faire connaître la cause du peuple palestinien. La bêtise au pouvoir fait œuvre salutaire !

Photo : https://servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com

Au Venezuela comme en France, Macron contre la volonté populaire

« *Nous sommes un peuple souverain* »

Comité Action Palestine

Dans sa grande tradition impérialiste, la France vient d'apporter officiellement son soutien à la tentative de coup

d’Etat fomenté au Venezuela par Juan Guaido, le principal opposant au gouvernement de Maduro. De concert avec dix-huit pays européens, elle emboîte ainsi le pas aux Etats-Unis qui menace d’intervenir militairement si le Président Maduro ne cède pas aux injonctions des grandes puissances occidentales. Le pays des « droits de l’homme », coutumier de l’ingérence internationale, se préoccuperait-il du sort et de la liberté des Vénézuéliens ? Au regard du contexte français, l’initiative française vire au tragi-comique. Aux prises avec un mouvement populaire de contestation sans précédent, miné par de nombreux scandales et accusé de corruption, le gouvernement français n’est pas le mieux placé pour donner des leçons de démocratie au pouvoir vénézuélien. Alors qu’il a opté pour une répression massive et une propagande grossière contre les gilets jaunes, cette prise de position anti-Maduro révèle, en réalité, une France vassalisée aux intérêts impérialistes américains. La dérive autoritaire du régime de Macron et la conduite d’une politique extérieure impérialiste constituent les deux faces d’une même pièce d’un capitalisme français miné par les contradictions.

Pour hâter sa fin, nous nous devons d’être aux côtés de tous ceux qui luttent en France et dans le monde pour l’avènement de la justice et le droit à l’autodétermination des peuples.

6 février 2019

Ain El Helweh: « et cette terre se transmet comme la

langue » (M. Darwish)

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

Ain El Helweh est le plus grand camp de réfugiés palestiniens au Liban. Il abrite aujourd'hui plus de 50 000 personnes vivant dans des conditions socio-économiques extrêmement difficiles. Bastion de la résistance palestinienne, le camp fût presque entièrement détruit pendant l'invasion israélienne au Liban dans les années 80. Il est aujourd'hui bouclé par l'armée libanaise qui a érigé un mur tout autour. Soumis à d'extrêmes tensions, le camp peut s'embraser à tout moment.

Pourtant, en dépit des difficultés, et comme tous les camps palestiniens, Ain El-Helweh incarne toujours un fragment de Palestine en exil. Il en porte en lui la mémoire et l'identité palestinienne passée, présente et à venir. De générations en générations, se transmet le récit du pays perdu et de l'exil.

Muhammad Qassim al-Shaib, âgé une dizaine d'années en 1948, réfugié à Ain El-Helweh, vient de al-Ras al-Ahmar près de Safad en Galilée. C'était un village palestinien typique avec ses vergers d'agrumes et d'oliviers, ses champs de blé, sa source, son école primaire construite sous le mandat britannique, ses vestiges datant de la période byzantine. Les habitants ont fui le village, la clef de leur maison dans la poche, fin octobre 1948, alors que les sionistes perpétraient des atrocités dans les villages alentours. Les clefs sont toujours là, pendues au mur des maisons du camp. Les villageois sont partis vers le Nord, à pied, en voiture, en camion, en train, en bateau. Ils ont erré longtemps. Puis ils se sont arrêtés près de Saida où ils ont retrouvé leurs parents et voisins d' al-Ras al-Ahmar et des autres villages. Cela fait 70 ans, ils y sont toujours et attendent de rentrer chez eux en Palestine.

Les camps de réfugiés, souvent organisés par village d'origine, témoignent de la géographie palestinienne et reproduisent l'attachement à la terre, aux solidarités familiales et claniques, aux pouvoirs locaux. Mais loin d'être un lieu d'expression d'une mémoire figée, ils représentent l'espace de construction de la société palestinienne, un espace de liberté et d'affirmation de son identité, un espace de résistance et d'espoir du retour en Palestine. Alors, malgré les difficultés passées et présentes, les camps sont des lieux d'avenir.

Au détour d'une des ruelles étroites d'Ain El-Helwhe, on croisera certainement le personnage d'Handala. Son créateur, le dessinateur palestinien Naji al-Ali, réfugié originaire al-Shajara près de Tibériade, a grandi ici. Assassiné en août 1987 par le Mossad, il disait « *Handala est le témoin de cette ère qui ne mourra jamais, il pénètre la vie avec une force qui ne le quitte jamais, une légende dont l'existence est un défi à l'éternité. Ce personnage que j'ai créé ne disparaîtra pas après moi. Je ne crois pas exagérer en disant que je serai immortalisé à travers lui.* »

Comme Handala immortalise le Martyr palestinien, les camps de réfugiés sont le symbole d'une Palestine bien vivante !

Al Wihdat, sanctuaire du Droit au Retour

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

Al Wihdat est un camp légendaire dans l'histoire de la lutte nationale palestinienne. Etabli en 1955 à trois kilomètres au

Sud d’Amman, il abritait initialement 5000 réfugiés palestiniens issus des villages situés entre Jaffa et al-Quds. Il fût l’un des principaux centres actifs du mouvement de libération de la Palestine en Jordanie. Le camp, rebaptisé la « République » par les organisations palestiniennes, abritait de nombreux résistants et était le lieu d’une intense activité politique et militaire. Cette mobilisation fut fortement réprimée par l’Etat jordanien qui y perpétra de nombreux massacres. En 1970, sa prise par l’armée jordanienne marqua la fin des évènements de « septembre noir » et l’expulsion des organisations de la résistance hors des frontières du pays.

Aujourd’hui al Wihdat illustre à lui seul les contradictions portées par la question des réfugiés palestiniens, entre attente du retour et intégration dans leur lieu d’exil. Près de 70 ans après sa création, il compte près de 60000 habitants et est complètement inclus dans le tissu urbain d’Amman. Toujours soumis à une administration particulière, le camp garde toutes les caractéristiques d’un espace de vie temporaire. Comme tous les autres camps de réfugiés palestiniens, il reste le symbole vivant de l’identité palestinienne et un sanctuaire du Droit au Retour. Pourtant depuis les années 70, afin d’annihiler le potentiel révolutionnaire de ses habitants, le gouvernement jordanien est intervenu plus directement. Une partie du camp fut détruite pour aménager de grandes artères permettant la surveillance et le maintien de l’ordre. Par ailleurs en espérant réduire les aspirations nationalistes des Palestiniens par l’amélioration de leurs conditions de vie, les règles d’urbanisation furent assouplies pour favoriser le développement économique. Ainsi au fil des années le camp est devenu un espace urbain doté d’une intense activité commerciale, parfaitement intégré au reste de la capitale jordanienne.

Pourtant, contrairement aux attentes des autorités jordaniennes et bien que la citoyenneté jordanienne leur fût

octroyée dès 1951, les réfugiés palestiniens en Jordanie ne sont pas prêts à abandonner leurs revendications nationales. **Bien au contraire, cette amélioration de leur situation économique renforce leur pouvoir de résistance et leur volonté de mettre en application de leur droit au retour.**

Deisheh, de l’exil au contre pouvoir

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

L’histoire du camp de Deisheh, à proximité de Bethleem, ressemble à celle de tous les autres camps, notamment ceux de Cisjordanie. Fuyant dès fin 1947, les attaques sionistes et la destruction de leurs villages, les réfugiés commencent une longue errance dont l’objectif est d’abord de survivre en s’éloignant le moins possible de leurs villages. Mais l’entité sioniste refuse dès le départ toute éventualité d’un retour, pourtant inscrit dans la Résolution 194. Au regard des négociateurs internationaux, la question des réfugiés palestiniens devient très rapidement celle d’un flot de main d’œuvre bon marché à fixer là où des perspectives économiques pourraient exister. Sous l’égide de l’UNRWA , il s’agit donc d’installer « provisoirement » les réfugiés les plus démunis dans des zones d’accueil. Alors qu’une justification humanitaire est avancée, la création des camps répond d’abord à une volonté d’empêcher le retour sur leurs terres et de contrôler politiquement et militairement cette masse de déshérités.

Deisheh est établi en 1949 pour regrouper 3000 réfugiés issus de 46 villages situés entre al-Quds et al-Khalil. Comme tous

les autres camps, c'est d'abord un regroupement de toiles de tentes, faisant place, au milieu des années 50, à des unités d'habitation en dur, quelques m^2 par famille, sans eau courante ni électricité, signe que le provisoire est fait pour durer. D'un lieu de survie et d'attente, Deisheh devient, dès le début des années 70, un lieu de résistance particulièrement actif pendant la première Intifada. La répression y est terrible, le couvre-feu presque incessant, les arrestations quotidiennes. L'occupant transforme même le camp tout entier en véritable prison, en l'encerclant d'un grillage de 6m de haut avec un seul portillon métallique comme point d'accès.

Si la clôture a disparu après Oslo, Deisheh avec ses 15 000 habitants actuels, reste, tout comme les autres camps de Cisjordanie, un espace d'exception. Considérés sous la responsabilité des instances internationales, les réfugiés dans les camps restent des Palestiniens à part, même sur la terre de Palestine. Tous les camps sont gérés par des comités populaires locaux nommés, sur la base d'une représentativité politique ou familiale, par l'autorité palestinienne qui perpétue ainsi un système discriminant, déjà instauré par l'UNRWA et l'occupant. Soumis à un réseau complexe d'autorités informelles, propre à chaque camp, ce sont les lieux d'exception et de chaos, que traduit si bien l'architecture anarchique de l'habitat. Ils sont l'expression encore visible du chaos engendré par la création de l'entité sioniste et du statut exceptionnel des réfugiés palestiniens. A ce titre, ils garantissent la pérennité du droit au retour.

Mais l'exception perpétue un esprit d'inventivité, de rébellion et de résistance sous toutes ses formes. Le dynamisme associatif palestinien renverse parfois des montagnes. Si le processus d'Oslo a marginalisé encore un peu plus la question, les réfugiés n'abandonneront jamais leur droit au retour. **Les camps demeurent un espace de contre-pouvoir contre l'autorité palestinienne et les forces d'occupation. C'est en leur sein que se construit la société**

palestinienne de demain.

« La grande marche du retour »: interview de Khalid al-Batsh, dirigeant de la coordination nationale

Dénigrée par certains, relativisée par d'autres, critiquée, approuvée ou soutenue, la « grande marche du retour » se poursuit, depuis le 30 mars 2018. Mouvement de revendication, de résistance, de contestation, la « grande marche du retour » est devenue au fil des semaines, des martyrs et des blessés, un phénomène incontournable dans le paysage palestinien, et notamment dans la bande de Gaza. Pourquoi la « grande marche du retour » ? Qu'a-t-elle apporté ? Quelles sont ses spécificités en tant que mouvement populaire ? Que signifie l'accalmie ? Khalid al-Batsh, dirigeant de la coordination nationale pour la marche du retour et membre du Bureau Politique du Mouvement du Jihad Islamique en Palestine, a répondu aux questions d'un journaliste de la chaîne iranienne « al-Alam » le 29 décembre 2018 (extraits).

« Après 12 années de blocus injuste, puis l'offensive américaine contre la cause palestinienne, qui s'est manifestée par « le deal du siècle », consistant à déclarer que la ville d'al-Quds est la capitale de l'entité sioniste, le transfert de l'ambassade américaine vers al-Quds, et la suppression de la cause des réfugiés palestiniens et la réduction de leur

nombre, la restriction des services aux réfugiés (UNRWA), et la course arabe en direction d' « Israël », nous avons décidé d'affronter, au lieu de nous laisser abattre, affronter par les masses et les armes à la fois. Il n'y avait pas d'autres choix, la confrontation devait être directe, et nous avons transféré la bataille et l'action vers la ligne de cessez-le-feu en 1948, vers les colonies de « l'enveloppe de Gaza ». Nous avons développé cette action pour protéger notre droit au retour et briser le blocus injuste contre la bande de Gaza.

L'une des premières conséquences de « la grande marche du retour » fut la remise de la question palestinienne sur le devant de la scène et de l'intérêt international. Ensuite, elle a permis aux nouvelles générations d'entrer en conflit avec les « Israéliens », alors qu'il était prévu qu'elles soient dévoyées et vidées de tout sentiment national. Ces marches ont remis les choses vers la voie juste et la confrontation directe avec l'occupant. Le plus important est que nous disons à l'occupant « si tu fais pression sur nous par le blocus et l'agression, nous ne nous soumettons pas, nous ne levons pas le drapeau blanc, nous ne cherchons pas de solutions, mais nous marchons vers les lignes du cessez-le-feu pour combattre.

Nous avons annoncé deux buts essentiels pour la « grande marche du retour », d'abord protéger notre droit sur la Palestine et les constantes de notre peuple, et ensuite briser le blocus. Il est vrai que jusqu'à présent, aucun des deux buts n'a été atteint, mais nous sommes certains qu'en poursuivant les marches et la pression sur les colonies à l'est de la bande de Gaza, en fin de compte, l'ennemi saura répondre et reculera, et il reconnaîtra notre droit à la vie. Il est certain que nous, nous ne pouvons accepter la situation actuelle.

Je voudrai ajouter que le 14 mai dernier, lorsque Trump a annoncé que la ville d'al-Quds est la capitale de « Israël », et qu'il a transféré son ambassade, nous sommes sortis ce

jour-là en « millions pour le soutien à al-Quds ». 3000 martyrs et blessés sont tombés en un jour. Nous avons dit notre mot ce jour-là, et nous continuerons à le proclamer, et nous paierons le prix, car c'est le prix demandé pour protéger notre droit sur la Palestine et la protection des lieux saints, musulmans et chrétiens, dans al-Quds.

A la question de savoir si « la grande marche du retour » doit être revue ? Khalid al-Batsh a répondu : « Elle a besoin d'être développée, oui, d'être soutenue et de se poursuivre. Nous sommes en guerre ouverte avec cet occupant, dans tous les sens et dans toutes les formes, la bataille est ouverte aujourd'hui pour les buts que nous avons cités. Que faisons-nous de plus que de sortir et dire : non au blocus, non à la suppression du droit au retour ? Nous sommes sortis avec nos corps, notre chair, nos os, les jeunes sur la ligne de séparation sont sortis démunis, la poitrine exposée. Nous avons attaqué par des outils à 100% pacifiques. Ils ne portaient pas des RBG, mais seulement leur conviction. Malgré cela, le monde n'a pas répondu à nos revendications.

Nous essayons de développer les marches, afin qu'elles incluent notre peuple en Cisjordanie, et plus tard notre peuple en 48, puis les Palestiniens dans les pays autour. Ceci est un essai, les marches deviendront probablement un outil répandu et important, nous pourrons probablement retourner en Palestine par ce moyen. Nous affirmons qu'il s'agit d'un outil populaire, un acte populaire et pacifique en même temps. Ce sont des actions populaires protégées cependant par les fusils de la résistance et de la lutte. C'est pourquoi nous disons que nous empruntons deux parcours parallèles, les marches populaires et pacifiques, et les fusils de la résistance qui protègent les marches. Ce dont nous avons été témoins les jours précédents, au cours des deux affrontements rapprochés, la bataille de la riposte d'octobre, que les Saraya al-Quds ont menée, et après l'agression contre Gaza et le martyre de Nur Barakat, le message est clair : le peuple est soudé, il

utilise le combat et la résistance comme il le veut, dans le cadre d'un état de symbiose entre les composantes de la résistance.

A propos du cabinet unifié de la résistance

Au départ, ce fut la constitution du haut conseil national des marches du retour et pour briser le blocus, puis sur le terrain armé est venu le cabinet unifié de la résistance, avec la participation des forces de la résistance, les Saraya al-Quds, les Brigades d'al-Qassam, de Abu Ali Mustafa, des Comités populaires et les autres. Cette action a livré des messages importants, disant que le peuple palestinien est unifié sur le terrain de la lutte, sur le terrain de l'action populaire et le terrain de l'action armée. Le message important est que les constantes politiques et la résistance rassemblent le peuple palestinien, tout autre choix, par contre, est sujet de discorde entre nous Palestiniens.

Concernant la umma arabo-musulmane

Nous n'avons jamais douté des fils de notre nation arabo-musulmane, la nation ne rassemble pas uniquement les Arabes, mais les musulmans, les peuples iranien, pakistanais, indonésien, turc, tout Arabe et tout musulman croit que al-Quds est la première qibla, comme cela a été révélé dans le saint Coran, et de ce fait, nous avons placé notre confiance et nous la plaçons toujours dans la position populaire arabe et musulmane. Les régimes nous ont déçus, tout au long de 70 ans de conflit, les régimes se disputent et se vantent de normaliser leurs relations avec « Israël », ils ouvrent leurs portes à « Israël » et les ferment devant le peuple palestinien. Après Dieu, nous plaçons notre confiance dans les peuples qui pensent toujours que la Palestine est une question centrale et que l'ennemi sioniste est l'ennemi central de la nation, et rien d'autre.

Concernant l’accalmie

La bataille est ouverte avec « Israël ». L’ennemi sioniste n’arrêtera pas son agression contre nous, même si toutes les nations interviennent, et nous nous continuerons la résistance contre lui, même si ces nations interviennent, c’est l’équation du conflit, en toute clarté. Il n’y a rien qui s’appelle « accalmie contre accalmie », c’est une équation injuste. Au Caire, en 2014, il y a eu des ententes relatives à un cessez-le-feu, des ententes acceptées par les deux parties, le sioniste et le Palestinien, par le biais du rôle égyptien. Aujourd’hui, en cas d’agression, nous ne reculons pas. Quand l’Egypte propose de revenir aux ententes de 2014, nous acceptons, ainsi que le sioniste, mais nous n’accordons pas à l’ennemi une accalmie, lui non plus ne nous l’accorde pas. C’est pourquoi lorsque l’agression s’intensifie, comme le fait de tuer 5 Palestiniens, le cabinet unifié de la résistance dit : si tu continues à tuer des innocents, la riposte sera militaire. Ce vendredi (28/12), un martyr est tombé et 5 Palestiniens ont été blessés. Le message du cabinet unifié a eu un fort impact, malgré le déséquilibre criant des forces militaires. C’est pourquoi il n’y a pas d’accalmie, car nous sommes un peuple sous occupation, nous avons le droit de résister, par tous les moyens. Mais certains moments, l’Egypte intervient pour faire cesser le feu. Nous acceptons seulement une accalmie de terrain, qui s’achève aussitôt, la preuve en est qu’il y a toutes les deux semaines un retour aux accords. Pourquoi ? Parce que nous savons que ce conflit ne peut être conclu ou fermé, et notre tâche consiste à garder la flamme de la résistance vive sur la terre de Palestine. La résistance ne s’arrêtera pas.

Quelle est la ligne rouge qui vous oblige à riposter ?

« Nous avons dit que nous respectons cette accalmie et le cessez-le-feu tant que l’ennemi les respecte. Concernant la

lutte, nous avons la permission de nous battre, Dieu nous a autorisé la lutte et le jihad. Mais nous riposterons à toute agression, personne ne peut nous interdire de nous défendre, aucune entente ne nous l'interdit, car au départ, il s'agit de notre terre, et par conséquent, nous avons le droit de résister, selon le texte du Coran et les textes internationaux.

Mais il n'y a pas de règlement, nous n'utilisons pas, en tant que mouvements de la résistance, ce terme. Tout ce qu'il y a eu, sous l'égide de l'Egypte, c'est un cessez-le-feu de terrain, ou un désengagement. Notre règle d'or est notre respect de l'accalmie et du cessez-le-feu tant que l'ennemi les respecte, mais s'il les rompt, le cabinet unifié de la résistance ripostera.

La situation interne

Après le sujet de la grande marche du retour, le journaliste a posé des questions relatives à la situation interne palestinienne et ses derniers développements. Khalid al-Batsh a répondu :

« Tout le monde sait qu'il ne s'agit pas d'un conflit entre le Hamas et le Fath, mais porte essentiellement sur le programme palestinien, entre ceux qui reconnaissent « Israël » et ceux qui ne la reconnaissent pas. Nous avon signé un accord au Caire en 2011, et le problème réside dans le refus de son application. Le mouvement du Jihad Islamique, le Front Populaire et d'autres avons consacré des efforts pour une réconciliation, mais l'unité nationale palestinienne ne s'est pas encore concrétisée. Il y a eu des initiatives négatives, la plupart venant de Mahmud Abbas, qui a instauré des sanctions contre la bande de Gaza, et qui vient de chasser Hamas du système politique, en dissolvant le conseil législatif. J'adresse un message à Mahmud Abbas, à ce propos : si tu es convaincu de la gravité du plan de liquidation de la cause palestinienne qui est en cours, le moment n'est-il pas

venu de concrétiser l'unité nationale ? » En réalité, la clef de la réconciliation se trouve entre les mains de Mahmud Abbas, lui seul peut convoquer à une réunion des secrétaires généraux des mouvements de la résistance, pour discuter de tous les problèmes et clore la phase de division. Par ailleurs, le projet national a besoin d'être clarifié, et l'OLP a besoin d'être reconstruite. Cependant, il faut d'abord réunir les secrétaires généraux des mouvements palestiniens.

La dissolution du conseil législatif traduit une crise. S'il s'agit de sortir des accords d'Oslo et du règlement politique avec « Israël » et annuler la décision de le reconnaître, et reconstruire l'OLP et la participation nationale, nous approuvons la dissolution, mais s'il s'agit de chasser Hamas du système politique palestinien, alors qu'il en fait pleinement partie, cela ne fait qu'entériner la division. Dans lle premier cas, il faudrait également revoir le poste de président et la formation du gouvernement. Si Mahmud Abbas ne va pas dans ce sens, il entérine la division.

Publié par CIREPAL Palestine

https://cirepal.blogspot.com/2019/01/la-grande-marche-du-retour-interview-de.html#more

---

Calendrier 2019 « Enfants de Palestine Libre »

Aucun palestinien n'est à l'abri de la violence coloniale israélienne. Une violence multiforme et permanente. Elle est au service d'un objectif politique : briser la société palestinienne toute entière, en ciblant particulièrement sa jeunesse. La priver de son avenir et de son principe de vie.

Torturés, emprisonnées, bombardés ou abattus froidement, les enfants subissent la violence militaire israélienne au quotidien. Lors des trois guerres de Gaza de 2009, 2012 et 2014, plus de 700 enfants ont été tués. Près de 600 enfants sont détenus chaque année dans les prisons israéliennes. Ils y subissent violence physique et verbale. Le projet colonial israélien ne fait pas dans le sentiment. Il cherche à semer la peur et la terreur au sein de la jeune génération, à lui casser les reins pour la dissuader de se révolter.

Depuis le 30 mars 2018, les jeunes palestiniens sont en première ligne dans le mouvement de la Marche du retour. L'ennemi israélien tue ces enfants désarmés qui ne demandent rien d'autre que l'application du droit de retour reconnu internationalement : restituer la terre et les maisons à leurs propriétaires légitimes, les Palestiniens.

Ce droit du retour est la revendication de tous les enfants palestiniens réfugiés auxquels ce calendrier est dédié. Loin de leur terre, dans des camps de la misère, ils n'oublient en rien la Palestine dont leurs grands-parents ou arrière-grands-parents ont été chassés en 1948 ou en 1967. Ils gardent l'espoir tenace de voir disparaître l'injustice sioniste qui les prive de vivre une enfance normale.

Le Comité Action Palestine participe modestement à faire connaître leur cause et la volonté indestructible qui les tient debout : rétablir la justice sur la terre arabe de

Palestine.

- Vous pouvez acheter ce calendrier au prix de 5 euros l'unité (+ frais de port) en téléchargeant et complétant le bon de commande ci-joint, puis en nous l'envoyant par courrier avec votre règlement par chèque. Nous vous enverrons le ou les calendriers dès réception de votre commande. bondecommande2019
- Vous pouvez aussi régler votre achat directement par carte bancaire en cliquant sur le lien ci-dessous. Calculer d'abord le montant total que vous souhaitez verser : soit 5 euros par calendrier + les frais de port + don éventuel à notre association. Les frais de port s'élèvent à 1,5 euros pour un calendrier, ou 1 euro par calendrier si vous commandez plus d'un calendrier. Indiquer ce montant total sur la Plateforme Hello Asso, avec vos coordonnées, le nombre de calendriers souhaités, ainsi que le montant du don éventuel au Comité Action Palestine. Nous vous enverrons le ou les calendriers dès réception de l'avis de paiement. Si vous avez des problèmes avec la plateforme, faites nous signe (actionpalestine@hotmail.com)
- https://www.helloasso.com/associations/comite-action-palestine/paiements/calendrier-2019-enfants-de-palestine-libre-le-droit-de-retour-est-en-nous

HelloAsso est une plateforme de collecte de dons qui fonctionne sans commission et facilite le travail de nombreuses associations, vous pouvez contribuer à son activité en versant un modique soutien.